



# Mobilisons nous tous ensemble :

**Le 1er octobre contre la casse de l'hôpital public,**

**Le 8 octobre contre l'austérité !**

**P**ar une procédure accélérée au parlement, le gouvernement veut imposer une "loi de santé" qui démantèle l'hôpital public et prépare sa privatisation. Les Fédérations CGT FO et SUD de la santé appellent le 1er octobre à une grève nationale des hôpitaux et à manifester contre cette loi et l'austérité budgétaire.

Pacte de "responsabilité, loi de financement de la Sécu, casse des acquis sociaux (code du travail, 35h...), le gouvernement cogne fort. Le 8 Octobre CGT, FSU et solidaires ont décidé d'une mobilisation nationale et interprofessionnelle.

Deux journées d'action où il faut être nombreux dans la rue et en grève pour dire au gouvernement notre refus d'une politique qui donne toujours plus au patronat et oblige les services publics, les salariés, les chômeurs, les retraités et les jeunes à se serrer chaque jour davantage la ceinture. Deux journées qui ne doivent pas rester sans suite mais préparer une mobilisation prolongée et de très grande ampleur pour faire céder le gouvernement.

## Défendre l'hôpital public...

Le gouvernement est en train de faire voler en éclat le système de santé public par un cocktail de plusieurs lois : le pacte de "responsabilité" qui transfère des milliards de fonds publics vers les caisses du patronat, la loi "Santé" et le projet de loi de financement de la sécurité sociale qui préparent l'hôpital et la sécu à ce pillage.

La création des Groupements Hospitaliers de Territoires, mis en œuvre avant même le vote de la loi "mutualise" les moyens et regroupe le personnel sur un seul

territoire, c'est à dire ferme des lits et supprime des petites structures de proximité. Les grands centres vont exploser en terme d'activité, le management transformera ces structures en usines de soins trouvant toutes des "astuces" pour augmenter la productivité (comme la remise en cause des RTT à l'AP-HP), les temps d'attentes seront accentués et les conditions de travail vont encore s'aggraver, avec notamment 22.000 suppressions de postes dans les hôpitaux par an jusqu'en 2017. Cette dégradation profitera au privé et exclura une partie de la population.

Le « virage ambulatoire » a pour objectif de limiter les hospitalisations à quelques heures, au maximum une journée, dans les établissements publics comme privés. De nombreux patients devront sortir de l'hôpital dès l'intervention terminée. Ce n'est pas le fruit des progrès de la technique, cela répond avant tout à des objectifs économiques : des chambres plus petites ou simplement des « box », du mobilier plus léger, pas de repas à servir le soir et, surtout, pas d'infirmières ou d'aides-soignants à payer la nuit ou le week-end... Et peu importe que cela fasse courir des risques plus grands à certains patients, que la surveillance après une anesthésie repose désormais sur les proches... sans compter les problèmes auxquels sont confrontés ceux qui habitent loin de toute structure hospitalière du fait de la fermeture des hôpitaux de proximité et qui ont désormais de longs délais de route ! Quant aux personnels de santé, ils subissent les fermetures de services, les réorganisations... et de plus en plus le travail à la chaîne... L'ambulatoire aggrave l'inégalité d'accès aux soins parce que les soins de suite sont assurés par le privé (les soins de ville) ou la famille, ou personne pour les individus isolés...

**PRENDRE CONTACT AVEC LE NPA**

*Vous avez entre les mains le bulletin des militant-e-s du NPA travaillant dans le secteur santé-sécu-social. Pour participer à son écriture, ou à sa distribution, pour réagir ou prendre contact avec le NPA, une seule adresse :*

**[npa-secu-sante-social@orange.fr](mailto:npa-secu-sante-social@orange.fr)**

## ...et refuser l'austérité budgétaire

Chaque année le parlement vote depuis la loi Juppé de 1995 dans le cadre de la loi de financement de la Sécu, un Objectif national de dépense d'assurance maladie (Ondam). Les dépenses ne dépendent plus des besoins en matière de santé mais des objectifs financiers fixés par les gouvernements... objectifs toujours en baisse. En 2016, tous les records seront battus, le gouvernement veut imposer l'Ondam le plus faible depuis sa création avec une diminution des dépenses de 3,2 milliards d'euros en 2016 et 10 milliards d'ici 2017. Un document du ministère de la santé relève les mesures envisagées pour atteindre cet objectif : austérité pour les hôpitaux avec notamment le déploiement de l'ambulatoire, et diminution de la masse salariale avec à la « mise à plat des RTT, et des avantages non statutaires ». Les soins de ville subiront aussi un régime d'amaigrissement : réduction des transports sanitaires, tour de vis sur les arrêts de travail, nouveaux remboursements de médicaments...



### **Dire non à la loi santé c'est dire :**

- Non aux suppressions de postes,
- Non aux groupements hospitaliers de territoires
- Non à la privatisation rampante du système de soins.
- Non aux mêmes mécanismes qui ont détruit le système de santé grec.

Depuis quelques mois de nombreuses luttes, comme les mobilisations du personnel de l'AP-HP, celles des personnels des urgences en danger et de la population montrent que les personnels et usagers sont déterminés à maintenir l'offre de soin.

### **Il est urgent d'obtenir par la mobilisation des salariés et usagers et par la convergence des luttes :**

- le retrait de la loi "santé", du pacte de responsabilité,
- un budget à la hauteur des besoins de santé
- les 35 heures réellement appliqués, le rétablissement ou le maintien des journées de RTT les hôpitaux
- des embauches massives dans les hôpitaux notamment des CDD
- l'augmentation des salaires des professionnels
- La prise en charge à 100% par la sécurité sociale des tous les frais de soins.
- La mise en place d'un service public des soins de ville sous forme de maisons de santé pluridisciplinaire de proximité.

## **Le 1er octobre rassemblement de l'île de France devant le Sénat à 13 h et initiatives locales, départementales, et régionales**

### **Les salariéEs de l'AP-HP ne lâchent rien !**

Malgré la coupure des vacances, malgré les brutales retenues de salaire des cinq journées de grèves, ils étaient 1684 grévistes, et 2218 agents assignés, à manifester leur refus de perdre leurs acquis sociaux, notamment les journées de RTT, de subir l'austérité et ses conséquences : la dégradation des conditions de travail, la détérioration des soins, leur exigence d'embaucher les CDD.

La détermination pour faire céder Hirsch et ses commanditaires du gouvernement est bien là, le dynamisme dont ont fait preuve une nouvelle fois les manifestantEs et les militantEs peut entraîner de nombreux collègues à se joindre à eux lors de leurs prochaines actions !

Se donner les moyens de la victoire !

Les décisions à prendre pour la suite du mouvement ne concernent pas seulement les syndicats mais tous les agents. Les militantEs du NPA depuis le début du mouvement proposent dans les tracts et dans les hôpitaux d'élire en Assemblée Générale, des comités de lutte unissant syndiquéEs et non syndiquéEs, pour discuter de la mobilisation et décider des modalités de coordination et d'actions, à l'échelle de l'APHP.

La sympathie exprimée par des passantEs lors des manifestations montre qu'un combat commun est possible. Informer la population par des diffusions de tracts dans les lieux publics est indispensable. Mobiliser la population aux côtés des hospitalierEs pourrait être l'une des tâches du comité de lutte.

Et enfin extension et convergence des luttes sont indispensables pour faire céder le gouvernement, à Paris et ailleurs.

**NOUVEAU SITE DU NPA  
SANTÉ-SÉCU-SOCIAL !**

Toutes les infos sur les luttes dans la santé, les prises de position du NPA, des analyses de fond, et bien plus encore sur le site :

**sante-secu-social.npa2009.org**